

ACHATS CENTRAUX
HOTELIERS, ALIMENTAIRES ET
TECHNOLOGIQUES

Hôpital Bicêtre
78, rue du Général Leclerc
94270 Le Kremlin Bicêtre
Tél : 01 53 14 69 00
Fax: 01 53 14 69 99

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Consultation N°26-030

Objet : Mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le volet Commissionnement pour la construction du bâtiment HUSOGPN

Durée : Le marché est conclu pour la période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à la fin du suivi des objectifs de performance (18 mois après la réception).

Ce document comprend 20 pages et les annexes suivantes :

- ANNEXE 1 – Matrice RACI
- ANNEXE 2 – Annexe 21 du PTD (liste des essais)
- ANNEXE 3 – Périmètre fonctionnel, données techniques et échantillonnage minimal des essais
- ANNEXE 4 – Extrait Référentiel HQE commissionnement

Ce document comprend 24 pages.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	1 / 24

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ	3
1.1 : Objet	3
1.2 : Contenu de l'opération	3
1.3 : Forme	4
1.4 : Durée	5
1.5 : Définition de la prestation	5
1.6 : Intervenants	5
1.7 : Prestations similaires	6
ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS	6
ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION	7
3.1 : Contenu des missions.....	7
3.2 : Définition des objectifs.....	7
3.3 : Principes généraux de la mission	7
3.4 : Périmètre fonctionnel	8
3.5 : Précisions sur les missions suivant les phases	9
3.6 : Livrables	15
3.7 : Durée des interventions	16
ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS	16
ARTICLE 5 : COMMANDES – ORDRES DE SERVICE	17
5.1 : Ordres de service	17
5.2 : Commandes	17
ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ	17
6.1 : Contrôle	17
6.2 : Insertion de prestations nouvelles.....	17
ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE	18
7.1 : Certificats	18
7.2 : Désignation des sous-traitants en cours de marché.....	18
7.3 : Secret professionnel	18
7.4 : Indépendance du titulaire vis-à-vis de l'entreprise travaux	19
7.5 : Accès – Identification	19
ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT	19
8.1 : Acomptes et soldes	19
8.2 : Modalités de règlement	20
8.3 : Etat d'acompte	20
8.4 : Projet de décompte final	20
8.5 : Paiement	21
8.6 : Avances.....	22
ARTICLE 9 : ASSURANCES	22
ARTICLE 10 : NANTISSEMENT	22
ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE	23
ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION	23
12.1 : Pénalités	23
12.2 : Résiliation	23
ARTICLE 13 : LITIGES	24
ARTICLE 14 : DEROGATIONS	24
ARTICLE 15 : ANNEXES AU PRESENT CCP	24

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	2 / 24

ARTICLE 1 : OBJET DU MARCHÉ

1.1 : Objet

Le marché régi par le présent CCP est un marché d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le volet commissionnement du projet HUSOGPN.

La maîtrise d'œuvre du projet est confiée au groupement Renzo Piano Building Workshop (RPBW), architecte mandataire, Brunet Saunier (BSA), architecte associé, INGEROP, BET Tout Corps d'Etat, et SLETEC, économiste de la construction.

L'ensemble des missions est détaillé à l'article 3.

1.2 : Contenu de l'opération

Présentation de l'opération

La mission s'intègre dans le cadre du rendu par la Maîtrise d'œuvre des études phase APD pour la construction de l'Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord.

L'Hôpital Universitaire Saint-Ouen Grand Paris Nord (HUSOGPN) est un projet de construction d'un nouvel hôpital regroupant les activités MCO des hôpitaux Bichat et Beaujon.

Les chiffres clés du programme sont repris dans le visuel ci-dessous



Le programme porte sur environ 108 000 m² de surfaces utiles fonctionnelles et 5050 locaux.

Au global, le projet intègre 130 000 m² SDO fonctionnels, 40 000 m² SDO circulations générales et locaux technique, 30 000 m² SDO de stationnement soit un total de 200 000 m² SDO environ.

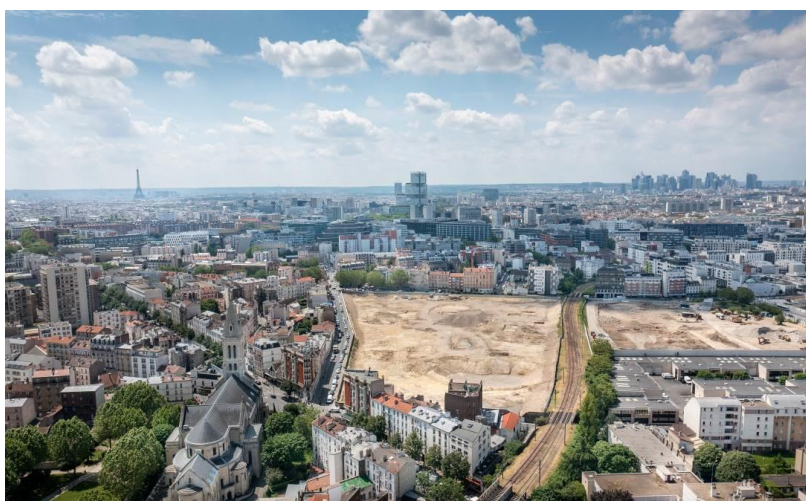
AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	3 / 24

La MOE, composée de Renzo Piano Building Workshop (RPBW) architecte mandataire, Brunet Saunier (BSA), architecte associé, INGEROP, BET Tout Corps d'Etat et SLETEC, économiste de la construction, a été désignée en octobre 2021. L'APD a été validé en avril 2024 et le PRO est en cours d'élaboration par la MOE.

La remise du DCE est prévue en septembre 2025.

Les informations sur le campus sont disponibles sur le site <https://campus-hopital-grandparis-nord.fr/>

Les principales données techniques du projet sont présentées en annexe 3.



Vue du site / juin 2024 @AC Barbier

Le planning prévisionnel :

Les travaux de construction hôpital sont organisés en 3 phases :

Phase préparation du site : démolition/dépollution réceptionnée en avril 2024

Phase de travaux préalables (lot A et lot B) : travaux infra paroi moulée + réalisation passerelle de liaison : durée prévisionnelle 1 an

Phase de travaux principaux (lot C) : en continuité de travaux préalable durée prévisionnelle de 5 ans

Les dates de suivi de l'opération sont les suivantes :

- Autorisation environnementale unique par arrêté du 16 juillet 2025 ;
- Arrêté de Permis de Construire le 24 septembre 2025 ;
- Consultation des lots A et B en cours d'attribution ;
- Consultation du lot C pour fin d'année 2025.

Dans le cadre des travaux principaux, le délai global estimatif est de 60 mois de travaux, intégrant deux années environ d'études des corps d'état techniques et une année d'essais. Un démarrage est estimé mi-2027 pour une fin des travaux à mi-2032.

1.3 : Forme

Le présent marché est un marché mixte.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	4 / 24

En effet, il :

- Est à prix global et forfaitaire pour les prestations listées dans la DPGF ;
- Résulte d'un accord cadre mono-attributaire déterminé dans tous ses éléments au sens de la Directive 2014/24/UE du 26 février 2014 (contrat cadre) sur la passation des marchés publics, c'est-à-dire d'un accord-cadre à bons de commande au sens des articles R2162-2 à R2162-6 du code de la commande publique pour les prestations figurant sur le bordereau de prix unitaires.

1.4 : Durée

Le marché qui sera passé à l'issue de la consultation, sera conclu pour la période d'exécution allant de la date de notification jusqu'à la délivrance du PV de fin de mission soit la fin du suivi des objectifs de performance, 18 mois après la réception des marchés de travaux.

Le démarrage prévisionnel de la mission est prévu en février 2026 et la date prévisionnelle de fin des travaux mi-2032 puis 18 mois de suivi post réception soit fin 2034.

1.5 : Définition de la prestation

La mission confiée au titulaire est une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le commissionnement dans le cadre projet HUSOGPN et les éléments de cet article ainsi que les différentes annexes de ce CCP.

Le commissionnement processus systématique et structuré, vise à garantir que tous les systèmes du bâtiment fonctionnent en interaction conformément aux objectifs et aux besoins opérationnels du maître d'ouvrage.

1.6 : Intervenants

Le maître d'ouvrage

La maîtrise d'ouvrage est assurée par le Département Immobilier Investissements (DII) de l'AP-HP avec une conduite de l'opération est assurée par :

Service Grand Projet Nord

Département Immobilier & Investissement (DII)

Direction économique, financières, de l'investissement et du patrimoine (DEFIP)

Assistance Publique – Hôpitaux de Paris

55 Boulevard Diderot – CS 22305 - 75610 Paris CEDEX 12

Isabelle NORAZ – 01.40.27.51.29 – isabelle.noraz@aphp.fr

Christian HUGEDE – 06.33.04.57.87 – christianfrederic.hugede@aphp.fr

La partie Qualité Environnementale des Bâtiments – CVC est assurée par Julien CAILLET - Service de la Maîtrise d'Ouvrage – julien.caillet@aphp.fr

La maîtrise d'œuvre

L'équipe de maîtrise d'œuvre est constituée de :

- Renzo Piano Building Workshop (RPBW) architecte mandataire

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	5 / 24

- Agence BRUNET : architecte associé
- INGEROP : BET Tous Corps d'États
- SLETEC économiste

Le bureau de contrôle technique

Le bureau de contrôle techniques est BTP consultants 1 place Charles de Gaulle 78067 Saint-Quentin-en-Yvelines. M. François Kermarrec

Le CSPS :

Le Coordonnateur Santé protection Sécurité est BTP consultants 1 place Charles de Gaulle 78067 Saint-Quentin-en-Yvelines. M. Olivier Abrantes

Le futur titulaire du marché de travaux

Le titulaire du marché travaux (lot C) n'est pas désigné. Ce marché intègre un volet de type OPC.

Autres intervenants

Le projet d'hôpital s'inscrit plus largement dans le projet de campus hospitalo-Universitaire avec des intervenants désignés pour l'ensemble du campus par les maîtres d'ouvrages avec notamment un prestataire communication et un OPC inter-chantiers.

1.7 : Prestations similaires

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve la possibilité de recours ultérieur à la procédure négociée pour la réalisation de prestations similaires exécutées par le titulaire initial au sens de l'article R. 2122-7 du Code de la Commande Publique.

ARTICLE 2 : DOCUMENTS CONTRACTUELS

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG-MOE, les pièces constitutives du marché sont les suivantes, par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'AP-HP fait seule foi :
 - Annexe 1 : décomposition du prix global et forfaitaire
- Le présent CCP et ses annexes dont l'exemplaire original conservé dans les archives de l'AP-HP fait seule foi :
 - ANNEXE 1 – Matrice RACI
 - ANNEXE 2 – Annexe 21 du PTD (liste des essais)
 - ANNEXE 3 – Périmètre fonctionnel, données techniques et échantillonnage minimal des essais
 - ANNEXE 4 – Extrait Référentiel HQE commissionnement
- Le mémoire technique du candidat
- Les avenants et actes de sous-traitance, établis postérieurement à la notification du marché dont les exemplaires originaux conservés dans les archives de l'AP-HP fait seul foi

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	6 / 24

ARTICLE 3 : CONTENU DES MISSIONS ET MODALITES D'EXECUTION

3.1 : Contenu des missions

La mission confiée au titulaire est une mission d'assistance à maîtrise d'ouvrage sur le commissionnement dans le cadre projet HUSOGPN et les éléments de cet article ainsi que les différentes annexes de ce CCP.

Le commissionnement processus systématique et structuré, vise à garantir que tous les systèmes du bâtiment fonctionnent en interaction conformément aux objectifs et aux besoins opérationnels du maître d'ouvrage.

3.2 : Définition des objectifs

Les objectifs principaux de la mission du titulaire pour la MOA (et des équipes d'exploitation du groupe hospitalier (GH)) sont les suivants :

- Adéquation et qualité des solutions proposées en regard des besoins, bonne pratiques, normes, règles de l'art, retour d'expérience de concepteurs et réalisateurs ;
- Pérennité des installations dans le temps et permettre son suivi dans le temps ;
- Livraison d'un bâtiment conforme aux attentes de la maîtrise d'ouvrage sur la maintenabilité de l'ouvrage ;
- Continuité de fonctionnement ;
- Performance énergétique.

3.3 : Principes généraux de la mission

L'application des principes du Développement Durable dans le secteur de la construction se traduit pour l'AP-HP par une approche environnementale concrétisée au travers d'une démarche HQE ® (Haute Qualité Environnementale) - spécifique pour l'opération, certifiée par CERTIVEA pour l'ensemble du projet HUSOPGN.

S'agissant du commissionnement, la mission s'inscrit dans le cadre de cette certification sous référentiel HQE BD Santé. Ce référentiel constitue donc un socle de prescriptions complété par des exigences spécifiques du MOA.

Les qualités visées à travers le référentiel ou via les prescriptions spécifiques du présent CCP et ses annexes, et du programme technique sont à respecter.

De manière générale, pour le périmètre visé dans la mission de commissionnement, le titulaire établit et remet au Maître d'ouvrage tous les éléments nécessaires à la certification tout au long du projet, et toutes les justifications démontrant l'atteinte des niveaux ciblés ainsi que les éléments permettant de répondre aux exigences du CCP et ses annexes.

En cas d'écart constaté, le titulaire sera force de proposition pour permettre la résolution par la MOE ou l'entreprise, y compris à travers des conseils notamment techniques détaillés (attentes particulières en regard de bonnes pratiques – règles de l'art etc) comme en communiquant des trames de documents permettant de concertés les acteurs.

Les incidences des mesures correctives mises en œuvre feront l'objet d'une analyse et d'un suivi adapté pour valider la levée de la problématique pendant toutes les phases de la mission (que ce soit au DCE, dans le cadre des contrôles pendant le chantier, lors des OPR, les réserves notifiées à réception, et post réception).

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	7 / 24

La maîtrise d'œuvre, comme les entreprises, devront échanger, produire ou transmettre les documents demandés, et prendre en compte les remarques formulées par le titulaire.

Tout au long des missions, le titulaire établira des comptes-rendus lors des réunions dédiées avec les différentes parties (MOE, MOA et exploitant, entreprises).

La MOA et les équipes d'exploitation du GH et la MOE seront pleinement associés à des échanges collaboratifs avec le titulaire afin :

- D'éclairer d'éventuels arbitrages lors des phases de conception précédentes, comme de préciser d'éventuels besoins émergents suivant les remarques émises, ou des évolutions de projet ;
- D'avoir la meilleure appropriation possible des éléments restants à corriger et à développer après la fin de la mission du titulaire.

Des précisions sur les éléments de mission du titulaire par phase, les livrables par phase, ainsi que l'interface avec le MOE (et à travers la matrice RACI jointe en annexe 1), sont détaillées ci-après.

3.4 : Périmètre fonctionnel

Le périmètre fonctionnel retenu à certifier HQE BD est le suivant :

- Chauffage
- Refroidissement
- Ventilation
- ECS
- GTB

Dans le cadre de la certification HQE BD, il est attendu de respecter le premier niveau de l'item « COMM2.2.8 Mise au point des installations, réalisation des essais définis et analyses » (cf extrait du référentiel HQE ci dessous)

► Premier niveau: Vérification des essais fonctionnels (3 points)

L'agent de commissionnement :

- vérifie avec son équipe que la mise au point des installations, la réalisation des essais fonctionnels définis, et leur analyse sont bien réalisées.
- S'assure que ces conclusions sont remontées au demandeur (par exemple Maître d'Ouvrage) et aux acteurs responsables des systèmes (en construction rénovation) ou à l'exploitant (en bâtiments existants), sur le périmètre fonctionnel choisi.

En complément des attendus dans le cadre de la certification HQE BD, le périmètre de la mission du titulaire est défini sur le périmètre suivant pour toutes les phases d'intervention prévues au présent CCP :

- Chauffage
- Refroidissement
- Ventilation
- ECS
- GTB
- CFO sur les éclairages intérieurs et extérieurs

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	8 / 24

Ainsi, le titulaire devra mener des essais et contrôles contradictoires selon les règles d'échantillonnage définies dans l'annexe 3 et réaliser les autres éléments de mission pour les phases DCE, ACT, DET, AOR-réception, exploitation porte sur ce périmètre élargi.

Les types de contrôles et essais à réaliser par le titulaire sont définis ci-après.

3.5 : Précisions sur les missions suivant les phases

a) Commissionnement en phase conception - DCE

La mission du titulaire sera conforme aux exigences du référentiel HQE BD (cf. en annexe 4 au présent CCTP).

Il devra notamment produire le plan de commissionnement ainsi que la matrice RACI en adéquation avec le marché de MOE.

Le projet a été analysé par des bureaux d'études spécialisés et notamment :

- CVC : en phase APD et PRO
- Qualité d'eau relativement à la plomberie en PRO

Compte tenu de la phase d'intervention du titulaire, le titulaire réalisera une analyse – contrôle des équipements du périmètre fonctionnel de la mission portant prioritairement sur :

- La description de l'efficacité / performance des systèmes mis en œuvre sur des bases normatives, ou de bonnes pratiques, et les analyses fonctionnelles y compris en regard du décret BACS
- Les différentes documentations à produire par les entreprises (que ce soit en vue de l'exploitation comme de la qualité des études d'exécution), le cadrage des formations
- Les essais à réaliser (cf. ci-dessous)
- Les plans de comptage de l'énergie (cf. ci-dessous)

Le titulaire proposera une hiérarchisation des remarques – criticité qu'il validera avec le MOA. En particulier pour les points majeurs, le titulaire sera force de proposition pour leur résolution (y compris de conseils techniques détaillés (attentes particulières en regard de bonnes pratiques – règles de l'art etc).

Le titulaire doit notamment conforter / préciser des prescriptions du DCE afin de s'assurer de la bonne qualité de l'installation et son suivi dans le temps :

- les protocoles d'essais, de mesures, et de vérification à réaliser par les entreprises en vue de la réception des installations, règles d'échantillonnage, règles en cas d'échec
- les exigences quant à la précision des mesures (seuil de tolérance), les certificats de qualification à détenir par le technicien chargé des réglages, etc,
- les livrables à produire par les entreprises s'agissant des essais et contrôles (fiches auto contrôles, bordereaux de réglages, ...), comme des documentations techniques à transmettre par les entreprises (cadrage des DUEM, manuel des systèmes, DOE, procédures de marche dégradée)
- La production d'indicateurs permettant d'objectiver les tests réalisés et de règles en cas d'échec
- La production d'indicateurs d'analyse pertinents pour le système de GTB et/ou la phase de pré-exploitation

Le titulaire évaluera (à destination du MOA) les éventuels coûts des adaptations demandées dans le cadre de l'analyse du DCE.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	9 / 24

Le titulaire vérifie également que le DCE encadre la démarche de commissionnement menée (avec les livrables attendus du titulaire : plan de commissionnement, matrice RACI etc), le cadrage de l'intervention du titulaire, et l'adhésion recherchée de tous les acteurs.

Enfin, les attendus de documents, informations, etc à remettre par les candidats dans le cadre de l'appel d'offre travaux en lien avec le commissionnement sont à définir par le titulaire (note méthodologique, organigramme, fiches produits, fiches de mise au point types, etc).

Définition des essais

Les essais, leur organisation (y compris moyens humains et techniques), sont à compléter - préciser par le titulaire tout en respectant à minima

- aux exigences du référentiel HQE et l'atteinte du niveau 1 de l'item COMM2.2.8 (Mise au point des installations, réalisation des essais définis) et dans le respect de l'option 1 de l'item COMM2.2.3 (Définition des essais fonctionnels) du référentiel HQE
- La liste des équipements à contrôler en contradictoire par le titulaire, comme les échantillonnages minimaux à respecter, et précisions associées sont présentés en annexe 3.
- Les spécificités du présent CCP

Les types de contrôle et d'essais à prévoir par la MOE et par le titulaire doivent notamment comporter :

- Les contrôles statiques et essais dynamiques définis par les bonnes pratiques – règles de l'art (fiche MaP COSTIC, COPREC, etc)
- Des essais spécifiques (test de scénario de pannes,...) et des tests coordonnées avec la GTB

Dans ce cadre, l'annexe 21 du programme technique détaillé remis au MOE (en annexe 2 du présent CCP) présente un cadrage minimal des tests et essais (statiques comme dynamiques) attendus au stade programme de cette opération. Cette liste a été développée par la MOE (et a fait l'objet de remarques dans le cadre d'une première analyse dans le PRO). Cette liste des essais sera remise au plus tard à notification du présent marché au titulaire.

Il n'est pas attendu que l'ensemble des tests ou essais soient menés avec le matériel du titulaire.

Suivi des consommations

Le titulaire est en charge d'analyser la proposition du MOE sur le plan de comptage pour parvenir à suivre des cibles de consommation en exploitation déclinées par secteurs (laboratoires, bureaux, ...) et par poste (éclairage, chauffage, ventilation, ...) en détaillant les usages immobiliers et mobiliers (équipements biomédicaux, VDI etc..).

Le titulaire proposera des éventuels compléments sur les paramètres clés définies par la MOE dans le cadre du PRO. Ces paramètres doivent permettre d'analyser annuellement des consommations mensuelles d'énergie, afin de déterminer les consommations de référence et de pouvoir comparer les prévisions en phase études et les consommations effectives après construction. Ces éléments seront intégrés dans la GTB (équations d'ajustement climatique, température de consigne etc) et être présent dans le DCE.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	10 / 24

Aussi, les plans de comptage sont établis par fluide (eau froide, eau chaude chauffage, eau chaude sanitaire, eau glacée, électricité, fluides médicaux) ils comporteront :

- Un schéma spécifique permettant de comprendre la hiérarchie et la décomposition des sous compteurs. A cette fin des synoptiques de distribution doivent servir de base d'échange avec le maître d'ouvrage pour optimiser le nombre de compteurs
- La liste des compteurs et capteurs et la précision
- Les mesures indirectes permettant d'évaluer les consommations

Ces principes sont développés par la MOE dans le cadre du PRO. Le titulaire analysera le dossier de conception sur ces aspects et proposera le cas échéant les adaptations nécessaires à intégrer par la MOE.

Le titulaire accompagnera le maître d'ouvrage, en regard des dispositions prises sur le bâtiment pour que le déploiement de la norme ISO 50001 lors de la mise en exploitation du site se réalise facilement. Des réunions de mise au point auront lieu pour préciser les fonctionnalités et développer l'interface GTB (y compris en phase EXE).

Eléments du DCE relatifs aux études EXE

Le titulaire vérifiera que les études de dimensionnement à réaliser par l'entreprise sont clairement cadrées au DCE (pour permettre un contrôle ultérieur à charge du titulaire) comme les attentes en termes d'études EXE :

- Pour le CVC : les règles doivent clairement établir les surdimensionnements attendus en regard des enjeux de l'activité mais aussi intégrer les enjeux de bonnes pratiques en regard de la performance énergétiques (pertes de charges maximales,...),
- Pour l'éclairage artificiel : valider les conditions de confort visuel et la performance énergétique des systèmes proposés (analyse fonctionnelle et moyens de contrôle locaux et GTB ; réglages, ...).

Eléments de documentation nécessaire en vue de l'exploitation

Les éléments attendus sont à minima les suivants :

- Carnet d'entretien sur les équipements techniques CVC (quel type d'intervention, quelle fréquence, quel accès, produit conseillé...), et tout éléments techniques nécessaires pour le lancement d'un appel d'offre
- Formation au Maître d'ouvrage et ses représentants (équipes techniques du groupe hospitalier, mainteneur) sur le fonctionnement des installations techniques et sur le paramétrage de la GTB
- Fourniture d'un dossier complet des essais et mesures, réglages des paramètres initiaux, procédures d'exploitation (DUEM + manuel des systèmes)
- Notice d'usage des locaux à l'attention des utilisateurs (établie par la MOE)

b) Phase appel d'offre et ACT

Il est prévu une procédure avec négociation dans le cadre de l'appel d'offre. A ce stade, le titulaire doit prévoir l'analyse de 5 offres maximum et 1 tour de négociation (soit 10 offres au total).

Durant l'appel d'offres, le titulaire répondra aux éventuelles questions des candidats s'inscrivant dans les missions confiées dans le cadre du CCP.

Les avis établis par le titulaire seront intégrés dans les analyses des RAO.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	11 / 24

Le titulaire doit prévoir un avis sur chacune des offres vis-à-vis du respect des CCTP (notamment caractéristiques techniques des matériaux et équipements concernés seront vérifiés et contrôlés), de l'analyse des documents demandés dans le cadre de chacune des offres et variantes.

Le titulaire préparera des éventuelles questions pouvant être posées aux candidats.

Des réunions préparatoires avec la MOA, et la MOE seront organisées pour la présentation de l'analyse effectuée sur les offres.

Le titulaire participera aux séances de négociation (ateliers techniques dédiés).

c) Commissionnement phase DET

Avis sur les études EXE – VISA du MOE

Les caractéristiques techniques des matériaux et équipements seront vérifiées et contrôlées par le titulaire dont les observations seront intégrées dans les visas de la MOE.

Le titulaire établira ses rapports et analyses dans des délais compatibles avec la délivrance des visas par la MOE (15 jours calendaires).

Le titulaire réalisera et contrôlera que les prescriptions techniques des produits sont respectées comme les règles de mise en œuvre :

- Synthèse mensuelle des visas des études d'exécution avec reporting par tableau de suivi des exigences : performances des échantillons et produits, éléments concourants à la performance énergétique pour les matériaux et les équipements conforme aux exigences de l'opération, notes de calcul et dimensionnement ;
- Visites de chantier et échanges avec les entreprises, la maîtrise d'œuvre et la maîtrise d'ouvrage ;
- Suivi des documents nécessaires à la phase exploitation (DUEM etc) comme outils types permettant de mettre au point des paramètres de fonctionnement du bâtiment et de ses équipements avec le maître d'ouvrage et les futurs exploitants ;
- Avis qualitatif des incidences en cas de solution alternative / variante

Le titulaire analysera, en lien avec la cellule de synthèse, les plans et maquettes EXE en regard de l'accessibilité et maintenabilité des équipements, sur les innervations verticales et horizontales pour des services types ou réseaux types à minima :

- Hospitalisation conventionnelle
- Bloc opératoire
- Laboratoires
- Réanimation
- Locaux techniques de production, sous stations et distribution principales
- Etage technique du R+6

Visites de chantier

Le titulaire participera à des points à minima tous les 2 mois avec visite de chantier (et pouvant être mensuel en fonction de l'avancement) avec la MOE pour s'assurer de la qualité des

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	12 / 24

informations communiquées, et de la qualité d'exécution conformément aux objectifs de qualité technique, tout au long du chantier. Le titulaire avisera le MOE des éventuels manquements aux objectifs (informations manquantes, conformités des produits, risques vis-à-vis de la certification...).

Dans le cadre des visites de chantier, le titulaire veillera, en plus du rôle demandé au MOE dans le cadre de sa DET :

- Au suivi des précautions mises en œuvre lors des travaux de pose du système de ventilation (obturation, nettoyage, tests...).
- Au suivi des tests de validation d'étanchéité à l'air des réseaux
- Au suivi du nettoyage des réseaux hydrauliques, aérauliques
- Au suivi des dispositions de mise en œuvre prises pour faciliter l'exploitation maintenance (dimensions des portes de CTA, position des trappes de visite, positions des différents organes de réglages, coupures pour faciliter l'accessibilité etc...)
- A signaler tout produit installé non conforme au CCTP (ou fiche produit EXE) dans ces performances ou conditions de pose remettant en cause la performance ou la pérennité des ouvrages.

Organisation - réunions

Dans le cadre des études EXE, le titulaire organisera et/ou participera à des réunions thématiques permettant le développement des attendus au titre de sa mission, notamment :

- Pour la GTB : pour le pilotage comme le suivi énergétique pour veiller et conseiller l'AP-HP (comme par exemple, la nature des alarmes, leur système de gestion, les indicateurs utiles à l'exploitation)
- Pour les documentations à remettre : procédures d'exploitation, DUEM etc
- Pour les plans d'essais et la préparation des OPR

Au terme du chantier, des réunions seront réalisées avec la maîtrise d'ouvrage, la maîtrise d'œuvre et l'exploitant afin de garantir une bonne prise en main des installations techniques par ce dernier, et ainsi prolonger les efforts consentis par le maître d'ouvrage sur la qualité des installations et du bâtiment.

d) Phase assistance aux Opérations de Réception (AOR)

Le titulaire participera pleinement à la préparation des OPR, en lien avec la MOA, la MOE, l'OPC et le titulaire du marché travaux, en lien par exemple avec l'organisation du plan opérationnel d'essais devant s'inscrire dans les contraintes d'un planning.

Le titulaire devra s'organiser pour mener les contrôles et essais nécessaires en phase OPR.

Il est attendu du titulaire :

- Rapport de contrôle sur la programmation et la régulation des systèmes techniques et de la GTB / GTE (Nommage, comptage, programmation des installations CVC, ...)
- Rapport de contrôle sur les essais et tests réalisés sur les autres composants
- Rapport de contrôle des documents attendus remis par l'entreprise
- La remise et la complétude du dossier de « preuves » de la performance environnementale conforme à la mission de commissionnement visée pour la certification HQE de l'opération en vue de l'audit de phase de réalisation ; la préparation

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	13 / 24

(la mise à jour d'évaluation de ISIA) et la participation à la certification environnementale pour la phase réalisation sur le périmètre commissionnement

Le titulaire communiquera les informations d'avancement des contrôles menées, et sera présent lors de points spécifiques pour faire un état de synthèse de l'avancement des contrôles, les problématiques majeures et prioritaires rencontrées (et le suivi de la levée des problématiques) auprès de la MOA, de la MOE, de l'OPC jusqu'à réception puis jusqu'à la levée effective des réserves.

Il est précisé que tout essais ne pouvant être effectué pendant la phase OPR fera l'objet d'une réserve à réception (exemple : essais saisonniers).

e) Commissionnement phase post-réception

Le titulaire assurera pendant une période de 18 mois jusqu'à la fin du suivi des objectifs de performance les aspects de contrôle de consommation énergétique (18 mois notifié par OS).

L'objectif est d'apprécier l'état de fonctionnement du bâtiment et de ses équipements techniques satisfaisant les conditions d'utilisation effectives du bâtiment et ce vis-à-vis de la performance énergétique et des conditions de confort constatées.

A ce titre, il est à minima attendu :

- D'analyser les conditions de confort
- D'expliquer les écarts entre les consommations des modèles de simulation aux mesures de consommation en usage par poste et par secteur, et ce sur une base annuelle et mensuelle
- D'identifier les causes des écarts de consommation
- De proposer sur la base des consommations mesurées les modifications s'imposant pour assurer le suivi énergétique effectif en exploitation courante via les paramètres de la GTB

L'utilisation des différents capteurs du bâtiment devra permettre d'identifier les causes des dérives de consommation :

- Défauts de conception,
- Défauts de mise en œuvre,
- Performances des produits,
- Performance des systèmes climatiques moindre
- Modes de gestion de ces équipements trop complexes ou mal géré
- Défaillances relatives à la maintenance
- Des comportements des occupants non prévus et/ou mal modélisés
- ...

Une liste des éléments dysfonctionnant sera à établir par le titulaire sur la base de tout élément constaté, en précisant la nature du défaut constaté et l'ensemble des solutions proposées (notamment conseils de sensibilisation comportemental, modification de réglages, travaux etc.).

Cette liste documentée par ses soins sera complétée par les constats établis par le MOA, les équipes techniques de l'hôpital, et l'exploitant. Le titulaire interviendra pour documenter ou appuyer les diagnostics initiaux ou proposer des protocoles de diagnostics complémentaires (instrumentation complémentaire).

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	14 / 24

Un reporting régulier au MOA, à minima trimestriel la première année, puis semestriel la seconde année, sera à établir pour :

- Assurer la continuité de la surveillance énergétique,
- Alerter de façon réactive le maître d'ouvrage et les entreprises en charge de la mise en point et/ou de l'exploitation des systèmes climatiques de surconsommations énergétiques détectées ou d'inconfort constaté,
- Proposer des actions correctives qui peuvent aller de la préconisation d'investigation plus poussée sur le ou les systèmes fautifs (lorsque les données observées sont insuffisantes pour identifier précisément la cause de la dérive), à la proposition de solutions techniques (réglage, usage, modification, ...).

Les éléments provenant de dysfonctionnements constatés vis-à-vis des prestations dues par les entreprises fera l'objet d'un dossier spécifique argumenté justifiant de fiche de garantie de parfait achèvement (au titre de la phase de garantie de parfait achèvement) ou de la garantie de bon fonctionnement.

f) Certification HQE

Le MOA assure uniquement la gestion administrative (commande et factures) auprès du certificateur ainsi que la prise en charge financière associée.

L'auditeur a établi un écart en audit conception relatif à la mission de commissionnement. Le titulaire produira les éventuels documents nécessaires à la levée de cet écart (matrice RACI, plan de commissionnement etc).

Compte tenu de son rôle pendant les travaux, le titulaire sera pleinement engagé dans le processus de certification et participera à l'audit de réalisation (et éventuel audit blanc). Le titulaire renseignera l'ensemble des informations nécessaires auprès du certificateur sur le périmètre du commissionnement.

Les outils de traçabilité ainsi que leurs mises à jour relevant du périmètre de commissionnement sont de la responsabilité du titulaire et seront communiqué à la MOE pour intégration (plateforme ISIA de la certification).

3.6 : Livrables

La forme des rendus sera approuvée préalablement par le MOA.

A chacune des phases, le titulaire produit (ou met à jour) à minimum les éléments de rapport de commissionnement avec (sans limiter aux autres demandes des éléments de mission définis ci-dessus) :

- Le plan de commissionnement
- La matrice RACI
- Les outils produits (plan de documentation, tableau des vérifications en réalisation...)
- Les tableaux d'analyse des documents de conception / exécution renseignés, accompagnés d'un compte rendu des écarts
- Les comptes rendus des réunions effectuées

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	15 / 24

3.7 : Duree des interventions

Les délais d'intervention ou de remise de documents à produire par le titulaire sont indiqués en durées calendaires.

Liste des documents	Délais d'établissement	Fait générateur
Mission Phase PRO / DCE	4 semaines	OS démarrage de mission
Missions phase ACT	3 semaines	A réception du dossier
Offres de base	4 semaines	A reception des offres
Suites aux réunions de négociation	2 semaines	A compter dela réunion technqieue
Analyse des offres mises à jour	2 semaines	A reception des offres mises à jour
Mise au point de l'offre lauréate	2 semaines	A reception des éléments
Phase DET		
Examen des documents d'exécution	2 semaines	A réception des éléments EXE
Compte-rendu de visite de chantier	3 jours ouvrés	Visite de chantier
Phase AOR		
Rendus phase AOR	4 semaines	A la suite des essais

Le titulaire encourt, sans mise en demeure préalable, une pénalité en cas de retard dans la remise des divers documents dus au titre de sa mission. Les délais pour remettre ces documents sont fixés au présent article. Il devra en particulier respecter les délais indiqués pour les tâches repères répertoriées dans le tableau ci-dessus. A défaut, par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, une pénalité de 250 € par jour calendaires de retard pourra lui être appliquée et pour chacune des tâches de retard. Pour toute absence en réunion d'étude ou de chantier, le maître d'ouvrage pourra appliquer, sans mise en demeure préalable, une pénalité forfaitaire de 400€.

ARTICLE 4 : ETABLISSEMENT DES PRIX DANS LE TEMPS

Par dérogation à l'article 10.1.1 du CCAG PI, les prix sont révisables dans les conditions ci-dessous.

La révision des prix est réglée par les dispositions suivantes :

Formule utilisée :

$$P1=P0 \times [0,15+0,85 \times \text{ING}/\text{ING M0}]$$

Avec :

P1 : prix de règlement après la révision ;

P0 : prix du règlement base sur les prix de l'offre figurant sur la décomposition du prix global et forfaitaire ;

ING : ING (ingénierie) est publié par l'INSEE. Indice du mois de l'exécution de la prestation facturée

ING M0: indice Ingénierie du mois M0 indiqué dans l'engagement ;

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	16 / 24

Pour la mise en œuvre de cette formule, le coefficient de révision : $(0.15+0.85 \times \text{ING}/\text{ING MO})$ est arrondi au millième supérieur.

Modalités :

Les prix réputés pratiqués à la date de début du marché sont révisés à l'émission de chaque demande d'acompte. La demande de révision est à calculer par le titulaire, qui la fera apparaître sur sa facture en explicitant les indices considérés.

Dans l'hypothèse de la disparition de l'indice de référence, le nouvel indice le remplaçant se substituera à lui sans qu'il soit nécessaire de conclure un avenant. Cette substitution sera constatée par un échange de courriers entre les parties.

ARTICLE 5 : COMMANDES – ORDRES DE SERVICE

5.1 : Ordres de service

L'ordre de service sera établi par le Service de la Maîtrise d'Ouvrage, Département Immobilier & Investissement (DII), de l'AP-HP et transmis au titulaire, soit par courrier, soit par voie électronique. Il comportera obligatoirement un n° de bon de commande (référence à 10 chiffres commençant par 45) et un code service sur la facture, ainsi que l'objet détaillé de la commande.

L'ordre de service précisera notamment la date de démarrage de la prestation. Si le titulaire estime que, les prescriptions d'un ordre de service qui lui est notifié, appellent des observations de sa part, il doit les notifier à la Maîtrise d'Ouvrage dans un délai de quinze jours à compter de la date de réception de l'ordre de service, sous peine de forclusion.

Par dérogation à l'article 3.8.3 du CCAG-PI, le démarrage des prestations peut intervenir dans un délai supérieur à 6 mois à compter de la notification.

5.2 : Commandes

Dans le cadre de la partie du marché régie par le BPU, les bons de commande seront établis par la Maîtrise d'Ouvrage. Ils comprendront :

- Le contenu de la commande
- Le montant de la commande
- Le délai d'exécution de la commande

ARTICLE 6 : CONTROLE - SUIVI DU MARCHÉ

6.1 : Contrôle

L'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris se réserve le droit de contrôler à tout moment, par un de ses représentants ou une personne dûment mandatée, la bonne exécution des prestations du titulaire.

6.2 : Insertion de prestations nouvelles

Le Représentant du Pouvoir Adjudicateur se réserve le droit de recourir à des clauses de réexamen incluses au CCP de la présente consultation, en application des articles R 2194-1 à R2194-10 du code de la commande publique. Ces modifications pourront intervenir par

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	17 / 24

l'établissement d'avenants en application du CCP. Ces modifications seront formalisées comme suit :

- En cas d'évolution technique ou réglementaire nécessitant l'adjonction de nouvelles missions au marché,

La mise en œuvre de cette clause de réexamen pourra être initiée à l'initiative du RPA ou sur demande justifiée du titulaire du marché. La demande devra parvenir au RPA par LRAR.

ARTICLE 7 : OBLIGATIONS DU PRESTATAIRE

7.1 : Certificats

Le titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution du marché, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans que l'AP-HP n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution du marché. En cas de non présentation de ces documents dans les délais impartis, une mise en demeure est envoyée au titulaire. Le titulaire est tenu de présenter les documents dans un délai de 15 jours à compter de la mise en demeure.

Pour ce faire, l'AP-HP recourt à une plateforme sur laquelle les titulaires de l'accord-cadre devront obligatoirement se créer un compte dès l'attribution du marché, puis mettre en ligne et actualiser les documents demandés à la périodicité requise. Les modalités d'accès à la plateforme seront communiquées à l'attribution.

7.2 : Désignation des sous-traitants en cours de marché

La désignation d'un sous-traitant en cours de marché est constatée par un acte spécial signé par le pouvoir adjudicateur et par le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance.

Par ailleurs, afin de justifier des capacités techniques et financières du sous-traitant, cette déclaration spéciale devra être accompagnée des pièces suivantes : assurances, déclarations fiscales et sociales et tous documents justifiant des aptitudes professionnelles du sous-traitant notamment l'agrément à exercer l'activité de contrôleur technique.

Le titulaire est en outre tenu, le cas échéant, au respect des conditions particulières à la sous-traitance (Sécurité et protection de la santé des travailleurs sur le chantier).

Dès la signature de l'acte spécial constatant l'acceptation du sous-traitant et l'agrément des conditions de paiement, le pouvoir adjudicateur notifie au titulaire et à chacun des sous-traitants concernés l'exemplaire de l'acte spécial qui leur revient. Dès réception de cette notification, le titulaire du marché fait connaître au pouvoir adjudicateur le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant.

La notification portant acceptation d'un sous-traitant et agrément des conditions de son paiement précise qu'il doit adresser ses demandes de paiement au titulaire du marché ainsi qu'au maître d'œuvre désigné par le marché.

Il est rappelé au titulaire que tout agrément d'un sous-traitant ne peut être délivré que pour la durée du marché ; dans le cadre des reconductions les agréments devront être renouvelés.

7.3 : Secret professionnel

Le titulaire est tenu contractuellement au secret professionnel sur toutes les informations (techniques, financières ou organisationnelles) auxquelles il aurait accès dans le cadre de l'exécution du présent marché.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces dispositions par ses personnels, préposés et éventuels sous-traitants.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	18 / 24

Le titulaire s'engage à restituer sans délai à l'issue du présent marché, quelle qu'en soit la cause, l'ensemble des documents, éléments et outils que lui aurait confié le coordonnateur ou les adhérents du groupement de commandes.

Le titulaire, reconnaissant par avance que toute divulgation léserait gravement les intérêts de l'AP-HP, s'engage à ce que les informations, documents et savoir-faire, transmis, ne puissent être utilisés, ni publiés, ni communiqués, par quelque moyen, sous quelque forme et quelque manière que ce soit, sans l'accord préalable et écrit du RPA. La méconnaissance de cette prescription obligerait le titulaire à en couvrir les entières conséquences.

En outre, le titulaire sera tenu de conserver un caractère confidentiel à toute idée, tout concept, tout savoir-faire, ou toute technique, relatifs à l'activité de l'AP-HP, qui lui seront communiqués d'une manière directe ou indirecte. Le titulaire assurera donc la protection de toute information et tout document qui lui auront été confiés, avec autant de soins que s'il s'agissait de données confidentielles relatives à ses propres affaires.

Cette clause de secret continuera de lier le titulaire pendant une période de trois (3) ans à compter du terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, sous réserve que les informations en question ne soient préalablement tombées dans le domaine public du fait de l'AP-HP ou d'un tiers.

7.4 : Indépendance du titulaire vis-à-vis de l'entreprise travaux

En complément des clauses de confidentialité, le titulaire ne pourra pas intervenir pour le compte d'un candidat ni dans le cadre de l'appel d'offre du lot C ni dans le cadre de l'appel d'offre du lot C ni dans le cadre de son exécution.

7.5 : Accès – Identification

Les personnels du titulaire ou ses préposés et sous-traitants ont accès aux locaux des établissements de l'AP-HP, et du chantier, sous réserve du respect des consignes d'hygiène et de sécurité, et du règlement intérieur en vigueur, en lien avec le CSPS.

Ils doivent être identifiés par tout moyen à disposition du titulaire, et pouvoir justifier de leur appartenance à l'entreprise titulaire du marché, ou être mandatés par elle.

ARTICLE 8 : FACTURATION – PAIEMENT

8.1 : Acomptes et soldes

Les factures ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente.

Dans le but d'améliorer significativement le délai de paiement des factures, une solution de dématérialisation des factures est mise à disposition des fournisseurs de l'AP-HP.

Il est fortement recommandé au titulaire du marché d'adresser ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **Chorus Portail Pro**, à l'adresse **<https://chorus-pro.gouv.fr>**.

Le titulaire du marché déposera ses factures sous format dématérialisé par l'intermédiaire de la solution **UTILISATION PROGICIEL EDIFLEX - CIRCUIT FACTURATION EDIFLEX**. La gestion des acomptes se substituant à Chorus, le Titulaire sera alors tenu d'y saisir sa DPGF et son avancement.

Vous pouvez transmettre vos factures électroniques sur ce portail en utilisant le mode EDI, en saisissant vos données de facturation ou encore en déposant vos fichiers pdf (signés ou non signés).

L'adresse de facturation est la suivante :

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	19 / 24

ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS
Service Grand Projet Nord,
Département Immobilier & Investissement (DII)
Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine (DEFIP)
55 Boulevard Diderot – CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

8.2 : Modalités de règlement

Les règlements seront réalisés sur la base du planning prévisionnel de la mission mis au point au démarrage de l'opération et mis à jour éventuellement :

Phases	Modalités de règlement
PRO/DCE	80 % à la remise des livrables 20 % à l'approbation des rendus par la maîtrise d'ouvrage
ACT	50 % à l'issue des offres initiales
	50 % à l'issue de la mise au point des marchés
VISA/DET	100 % à l'avancement de la mission
AOR	90 % à l'avancement de la mission 10 % à la certification

Phases	Modalités de règlement
Suivi post-réception	90 % à l'avancement de la mission 10 % à la validation de fin de mission

8.3 : Etat d'acompte

Les états d'acompte doivent indiquer :

- Le numéro d'ordre de la facture ;
- Nom et adresse du créancier ;
- N° de son compte bancaire tel que précisé sur l'acte d'engagement ;
- Les n° de SIRET ou SIREN et du registre du commerce ;
- Le code APE ;
- La désignation de la prestation ;
- Le taux et le montant des taxes ;
- Les n° des bons de commande ou ordre de service ;
- Le numéro de marché.

Les prestations hors marché devront faire l'objet d'une facturation différente.

8.4 : Projet de décompte final

Le projet final est remis par le PROGICIEL EDIFLEX au Maître d'Ouvrage ou à son représentant, dans un délai de 45 jours qui suit l'expiration de la période de parfait achèvement.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	20 / 24

Ce décompte final établi par le titulaire comprendra :

- Le montant (décomposé en montant de base + révisions s'il y a lieu) de chaque facture émise par le titulaire ainsi que le montant réglé par l'AP-HP pour chacune de ces factures ;
- Le montant des pénalités éventuellement appliquées ;
- Le montant des décisions de poursuivre ou avenants éventuels ;
- L'intégralité des bons de commande éventuellement passés ;
- Le montant final restant à régler par l'AP-HP.

Le Maître d'Ouvrage vérifie le projet de décompte final et dresse un état faisant ressortir la rémunération due au titre du marché pour l'exécution de l'ensemble de la mission, calculée à partir des postes suivants :

- Le forfait initial de rémunération, décomposé entre ses éléments, chacun d'entre eux étant révisé dans les conditions fixées à l'article 4-4 ;
- Les pénalités pour retard telles qu'elles résultent des décomptes arrêtés par le Maître d'Ouvrage selon article 5 du présent CCP ;
- Le Maître d'Ouvrage établit ensuite le décompte général qui comprend :
 - Le décompte final ci-dessus ;
 - La récapitulation du montant des décomptes périodiques ;
 - L'incidence de la T.V.A. ;
 - Le montant du solde à verser au titulaire.

Le Maître d'Ouvrage notifie au titulaire le montant du solde, accompagné du décompte général.

Les projets de décompte devront être adressés à l'adresse suivante :

ASSISTANCE PUBLIQUE – HOPITAUX DE PARIS
Service Grand Projet Nord
Département Immobilier & Investissement (DII)
Direction Economique, Financière, de l'Investissement et du Patrimoine (DEFIP)
55 Boulevard Diderot – CS 22305
75610 Paris CEDEX 12

8.5 : Paiement

L'acte d'engagement indique ce qui doit être réglé respectivement :

- À l'entrepreneur titulaire et à ses sous-traitants
- À l'entrepreneur mandataire titulaire, ses cotraitants et leurs sous-traitants.

Le paiement s'effectue selon les règles de la comptabilité publique, dans les conditions prévues au chapitre 2 « prix et règlement » du cahier des clauses administratives générales.

Le délai maximum de paiement est de 50 (cinquante) jours.

Le défaut de paiement dans ce délai fait courir de plein droit, et sans autre formalité, des intérêts moratoires au bénéfice du titulaire ou du sous-traitant payé directement, conformément à la réglementation en vigueur.

Paiement des sous-traitants :

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché ou, en cas de groupement, à celui des entrepreneurs du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose contre récépissé.

Le titulaire ou celui des membres du groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance dispose d'un délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé pour donner son accord ou notifier un refus, d'une part, au sous-traitant et, d'autre part, au pouvoir adjudicateur.

Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur, accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire ou celui des membres du

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	21 / 24

groupement qui a conclu le contrat de sous-traitance a bien reçu la demande ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé, à l'adresse définie à l'article 1.6 du présent CCP.

Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant. Le pouvoir adjudicateur procède au paiement du sous-traitant dans le délai prévu par l'article 3.8 du présent document. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de quinze jours à compter de la signature de l'accusé de réception ou du récépissé si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné à l'alinéa précédent.

8.6 : Avances

Si le titulaire a demandé dans l'acte d'engagement le bénéfice de l'avance forfaitaire, celle-ci sera versée en application des articles L. 2191-3 à L. 2191-12 du code de la commande publique. Le versement est conditionné par la transmission d'une garantie à première demande. La caution personnelle et solidaire n'est pas autorisée.

Pour cette consultation, l'option A du CCAG est retenue.

Le taux de l'avance est fixé à :

- 30 % pour les petites et moyennes entreprises
- 10 % pour les entreprises qui ne sont pas PME.

L'avance est versée et remboursée suivant les dispositions du Code de la Commande Publique.

Le remboursement de l'avance commencera lorsque le montant des prestations exécutées atteindra 65 pour cent (65 %) du montant initial du marché. Ce remboursement devra être terminé lorsque ledit montant aura atteint quatre-vingts pour cent (80%) du montant du marché.

Les dispositions qui précèdent sont applicables à la fois aux travaux exécutés directement par le Titulaire et, à ceux exécutés par chaque sous-traitant déclaré à paiement direct dans l'Acte d'Engagement.

Les modalités de détermination du montant des avances et des remboursements s'appliquent alors respectivement au montant des travaux exécutés directement par le Titulaire et par chaque sous-traitant dans les douze mois suivant la notification du marché.

ARTICLE 9 : ASSURANCES

Le titulaire doit justifier d'une assurance contractée auprès d'une compagnie agréée, garantissant sa responsabilité civile :

- Pour pertes et dommages causés aux biens par des personnes dont l'assuré est civilement responsable, en vertu de l'article 1242 du Code Civil, quelles que soient la nature et la gravité des fautes de ces personnes ;
- Pour pertes et dommages causés aux tiers du fait d'accidents ou d'incendies par ses matériels d'industrie, de commerce ou d'exploitation ;
- Pour vol et détérioration du matériel de l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris dont il effectuera le remplacement sur la base de la valeur à neuf desdits matériels.

ARTICLE 10 : NANTISSEMENT

Le marché peut faire l'objet d'un nantissement dans les conditions prévues aux articles R2191-45 à R2191-63 du code de la commande publique.

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	22 / 24

ARTICLE 11 : RETENUE DE GARANTIE

Le titulaire est dispensé du versement de la retenue de garantie.

ARTICLE 12 : PENALITES - RESILIATION

12.1 : Pénalités

Des pénalités s'appliquent selon le tableau ci-après :

Nom de la pénalité	Condition d'application	Montant de la pénalité
Absence en réunion	Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le prestataire subit sur ses créances, des pénalités nettes de taxes (ni révisables, ni actualisables). Les pénalités s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.	500 € par réunion
Retard dans la remise des rendus	Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le prestataire subit sur ses créances, des pénalités nettes de taxes (ni révisables, ni actualisables). Les pénalités s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.	100€ par jour de retard
Reprise du dossier	Par dérogation à l'article 14 du CCAG PI, en cas de retard dans l'exécution des prestations, le prestataire subit sur ses créances, des pénalités nettes de taxes (ni révisables, ni actualisables). Les pénalités s'appliquent à chaque projet de décompte mensuel concerné.	100€ par jour de retard
Non production périodique des attestations fiscales et sociales	Le montant total de ce type de pénalité ne peut excéder 5 % du montant du marché.	100 euros par jour de retard

12.2 : Résiliation

L'AP-HP peut, si le prestataire ne remplit pas les obligations que lui impose le présent Cahier des Clauses Particulières ou le Cahier des Clauses Administratives Générales (PI), ou s'il les remplit de façon inexacte ou incomplète, de manière à compromettre les intérêts du service, prononcer la résiliation du marché après deux mises en demeure ou une seule mise en demeure en cas de manquement particulièrement important ou dans les autres conditions prévues au CCAG / PI (Chapitre VII). Le titulaire est tenu de présenter ses observations dans un délai de quinze jours.

Sans réponse satisfaisante du titulaire, l'Assistance Publique – Hôpitaux de Paris peut alors passer un marché de substitution avec d'autres fournisseurs, aux frais et risques du fournisseur déchu, après

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	23 / 24

notification à ce dernier, et ce conformément aux dispositions du chapitre VI du Cahier des Clauses Administratives Générales / PI en vigueur à la date de publication de l'avis de mise en concurrence.

Le marché sera résilié sans indemnité aux torts du Titulaire en cas d'inexactitude des renseignements prévus aux articles R2143-5 à R2143-12 du Code de la commande publique, et ce sans mise en demeure préalable.

ARTICLE 13 : LITIGES

Il est formellement spécifié qu'en aucun cas ou pour quelque motif que ce soit, les contestations qui pourraient survenir entre l'Assistance Publique - Hôpitaux de Paris et le titulaire du marché ne peuvent être invoquées par ce dernier comme cause d'arrêt ou de suspension même momentanée des prestations à effectuer.

Les parties conviennent que le Tribunal Administratif de Paris est seul compétent en cas de litige, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative.

ARTICLE 14 : DEROGATIONS

L'article 2 du présent CCP déroge à l'article 4.1 du CCAG-PI.

L'article 4.1 du présent CCP déroge à l'article 10.1.1 du CCAG-PI.

L'article 5.1 du présent CCP déroge à l'article 3.8.3 du CCAG-PI.

L'article 12.1 du présent CCP déroge à l'article 14 du CCAG-PI.

ARTICLE 15 : ANNEXES AU PRESENT CCP

- ANNEXE 1 – Matrice RACI
- ANNEXE 2 – Annexe 21 du PTD (liste des essais)
- ANNEXE 3 – Périmètre fonctionnel et échantillonnage
- ANNEXE 4 – Extrait Référentiel HQE commissionnement

AP-HP	Consultation n°26-030	ACHAT
CCAP.12 14/10/2025	Dernière mise à jour du : 28/10/2025	24 / 24